

Voltaïques en révolte :

Insurrections, grèves, révolution(s) en Haute-Volta/Burkina Faso

Journées d'études
25 et 26 octobre 2017
Paris

Appel à communications

Près d'un siècle après la guerre anticoloniale d'octobre 1915, l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 qui renversa le pouvoir autocratique de Blaise Compaoré, par son ampleur et sa détermination, est venue rappeler une constante de l'histoire politique de la Haute-Volta devenue, depuis la révolution sankariste, le Burkina Faso, la patrie des hommes intègres. En effet, dans le sillage des luttes contre la conquête coloniale française, c'est d'octobre 1915 à novembre 1916 que se déroula une grande guerre anticoloniale, le *bona kele*, une insurrection massive des populations qui fut sans doute la plus grande résistance armée contre la domination coloniale en Afrique sub-Saharienne. Cette gigantesque révolte armée qui mobilisa près d'un million d'insurgés issus d'ethnies et de religions différentes est restée paradoxalement peu connue même parmi les élites politiques du pays. Durant toute la période d'occupation coloniale, les historiens mentionnent de nombreuses luttes d'opposition à la domination française. A travers les contrées de cet espace qui deviendra la Haute-Volta, puis le Burkina Faso les populations manifestèrent une opposition à la conquête et l'administration coloniale : des bien connues « populations récalcitrantes » du lobi à la contestation dès les années trente des injustices par les premiers employés africains, la « pacification » restera émaillée de contestations, de rébellions, de grèves et d'oppositions individuelles et collectives.

A mesure que se déroule l'histoire du pays, celle-ci révèle la formation de coalitions oppositionnelles à l'ordre coloniale, à l'ordre politique établi par la force. D'abord, celle qui fut constituée par les syndicats, les chefs traditionnels et les partis politiques tel que le RDA devrait mobiliser de nombreuses populations pour réclamer l'indépendance. En effet, durant la décade précédant l'indépendance, les années 50, il eut en Haute-Volta, une très forte contestation du pouvoir colonial en écho avec les mouvements anticoloniaux qui se manifestaient alors en Côte d'Ivoire voisine et dans le reste de l'Afrique Occidentale Française. Ces mouvements, comme c'est

souvent le cas dans les périodes de soulèvements politiques, ont été les conséquences d'un approfondissement des clivages sociaux profonds qui exacerbent les contradictions de la société coloniale. Bien que les mouvements politiques de cette période ne soient ni armés, ni facteurs de changements politiques significatifs, cette décennie contestataire s'est clos avec l'installation de gouvernement néocoloniaux, à cause de l'effervescence populaire qui l'a marqué, est qualifié par de nombreux acteurs de l'époque, de révolutionnaire. Une exploration plus attentive de cette période d'intensification de l'opposition à l'ordre colonial est plus que nécessaire pour comprendre les dynamiques politiques qui lui succèdent.

Bien que cette lutte pour l'indépendance ne pris pas ici la forme de la lutte armée, elle fut toujours le résultat d'une contestation de l'ordre colonial et de l'affirmation d'une identité collective dont la documentation et l'analyse revêt un grand intérêt en ces périodes de délitement social. L'espace sociale et politique qui émerge avec l'acquisition de l'indépendance politique sera régulièrement secoué par les luttes politiques, syndicales (d'étudiants et de salariés) aux multiples obédiences et réclament une réorganisation ou une consolidation de la structuration de la communauté nationale. L'on comprend bien que cet espace du « commun » est aussi le lieu d'expression de singularités professionnelles, territoriales et sociales qui s'affirme comme un passage obligé vers le renforcement de la Nation. Le soulèvement du 3 janvier est emblématique à cet égard tant il met en branle les forces sociales constituées qui revendiquent chacune un ordonnancement particulier de la société, de la nation voltaïque en construction. Les premières décennies de l'après indépendance sont riches de formation d'organisations politiques, de syndicats et d'affrontements constants. Il est important d'identifier les acteurs individuels et institutionnels de cette arène politique dynamique ainsi que la singularité des idéologies qui les animent. Bien que les organisations impliquées dans ses combats politiques soient connues il reste à montrer les modalités de leurs enracinements populaires, leurs compositions sociales, le périmètre des coalitions revendicatrices et la perspective sociale, la finalité politique des luttes dans lesquelles elles s'engagent. Dès cette époque l'idée de révolution apparaît et se diffuse dans le pays.

Cette idée de transformation est déjà plurielle : il y a plusieurs perspectives révolutionnaires qui se manifestent et se répand dans la jeunesse, les syndicats et les partis politiques. Elles s'incarnent dans des organisations syndicales et/ou politiques, des grèves, des manifestations, des textes et jusque dans des comportements sociaux caractéristiques. Le dynamisme des mouvements contestataires se manifeste également par l'usage, désormais traditionnel dans le pays, de diffusion des « tracts » dans l'espace public comme moyen, individuel ou collectif, d'expression et

d'interpellation politiques. Il est évident que la recherche devrait porter une plus grande attention à ces modes populaires de prise de parole politique car c'est par eux que peut aussi s'observer l'architecture de l'espace public. Des configurations radicales émergent et s'activent ; elles contestent, s'insurgent, s'élargissent et se replient. Face à la contestation des forces conservatrices s'activent et tentent d'imposer une direction opposée à la formation sociale. Le système social tout entier est saisi par cette dynamique dont il importe de comprendre les racines, les tensions qu'elle engendre et les dénouements qui lui est imposé. Une révolution survint, celle du Capitaine Thomas Sankara et ses compagnons. Au nom d'une autre conception de la Révolution, celle-ci est contestée, combattue. Au nom d'une autre idée des rapports politiques cette révolution qui se veut triomphante est abattue. Se pose alors la question des relations entre cette sphère politique et économique qui se dit indépendante et des puissances plus globales, hégémoniques. Un cycle de la rectification s'ouvre avec ses promesses de richesse, de puissance et de répression pour l'élite dirigeante. Face à la puissance de l'argent et à la force des armes des révoltes couvent, font éruption périodiquement, marchent, font grève et revendiquent une autre organisation de la société. Une contestation qui entre en résistance, qui s'organise en partis politiques, en syndicats et proposent un discours critique. Les individus s'engagent au péril de leur vie comme le journaliste Norbert Zongo et la société dite civile s'ébranle dans une vague de contestation, la mobilisation est massive. En octobre 2014, le tout puissant Capitaine Blaise Compaoré est chassé par une grande vague de colère populaire, par une insurrection inédite. Nombreux sont les observateurs qui sont surpris par cette mobilisation populaire organisée et déterminée.

Les journées d'études auront pour objectif d'engager une réflexion collective sur les modes et logiques des contestations collectives qui ont scandé l'histoire politique du Burkina Faso. Les derniers événements survenus en Afrique placent au centre des études en sciences sociales la question des mobilisations politiques massives. Quels sont les ressorts historiques et sociaux qui sont au principe des contestations politiques ? En effet, la fécondité d'une telle démarche dépend de l'épaisseur historique qu'on lui donne. C'est la raison pour laquelle, nous posons l'hypothèse que pour comprendre le présent il est indispensable de reconstituer l'enchaînement historique des événements passés. De chercher à comprendre le sens et les voies du cumul des revendications collectives, d'en reconstituer la dynamique, les conversions et leurs épuisements politiques. Afin de resituer chaque fait étudié dans l'ensemble des articulations contemporaines du politique, il est nécessaire de remonter le cours historique et d'en relever la fonction sociale, le mode d'extension parmi les populations et les conditions du rejet éventuel par ces dernières de cette proposition politique.

Cette discussion qui ne devrait connaître aucune limite disciplinaire verra s'associer dans la même quête de la connaissance de la société burkinabé les politistes, les sociologues, les anthropologues, les historiens, les philosophes ainsi que des personnalités témoins des événements relatés. De même, l'indispensable comparaison commande que les études de cas burkinabé puissent être confrontés à d'autres expériences de révoltes survenues dans d'autres régions d'Afrique et d'ailleurs.

Les propositions de communications sont à envoyer à l'adresse suivante : revoltevoltaique@gmail.com

Le calendrier des journées sera le suivant :

- 15 juin : réception des propositions ;
- 15 juillet : annonce de la sélection des propositions ;
- 15 octobre : réception des textes rédigés ;
- 25 et 26 Octobre 2017 : journées d'études.

Organisateurs :

Mahir Saul, Université de l'Illinois (Urbana-Champaign), USA
Alain Sanou, Université de Ouagadougou I, Burkina Faso
Habibou Fofana, Université de Ouagadougou II, Burkina Faso
Anne Piriou, IMAF, France
Jean-Bernard Ouédraogo, IIAC, Cnrs, France